

TRAVAUX GENERAUX DE CONSTRUCTION DE CASABLANCA S.A (TGCC)

**Rapport des commissaires aux comptes sur les états de synthèse
consolidés**

Exercice clos au 31 décembre 2024

Aux Actionnaires de la société
Travaux Généraux de Construction de Casablanca S.A (TGCC)
4, Rue De L'Imam Mouslim,
Oasis, Casablanca 20100.

Rapport des commissaires aux comptes sur les états de synthèse consolidés

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés de la société TGCC et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2024, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états de synthèse consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.767.552 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 527 281.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Question clé de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Risques identifiés	Nos réponses
<p>Stocks de travaux en cours :</p> <p>Les stocks de travaux en cours sont, conformément à la note 3 de l'état des informations complémentaires (ETIC) relative aux méthodes et règles d'évaluation, évalués sur la base de projets de décomptes établis à la clôture de l'exercice avec une neutralisation de la marge.</p> <p>La couverture du risque de dépréciation de ces stocks implique le recours au jugement de la direction en matière d'identification des projets constituant des risques de pertes actuelles ou prévisibles.</p> <p>Nous avons considéré que la valorisation des stocks de travaux est un point clé d'audit, compte tenu de l'importance de ce poste dans les états de synthèse, de la complexité d'évaluation et du niveau de jugement requis par la Direction pour le provisionnement des pertes éventuelles.</p>	<p>Nos travaux effectués correspondent principalement aux procédures d'audit suivantes :</p> <p>Revue et appréciation des méthodes, des principes appliqués par la direction pour l'évaluation des stocks travaux au 31 décembre, compte tenu des améliorations introduites cette année par la société ;</p> <p>Examen, à partir d'entretiens avec la Direction, des stocks travaux en cours faisant l'objet de retards de facturation ;</p> <p>Tests, par sondages, portant sur l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la Direction.</p>
<p>Dépréciation des créances-clients :</p> <p>Comme rappelé à la note 3 de l'état des informations complémentaires (ETIC) relative aux méthodes et règles d'évaluation, les créances clients constituent un point clé d'audit en raison, d'une part, de leur importance significative dans les états financiers et d'autre part, du niveau de jugement requis par la Direction pour l'évaluation du caractère recouvrable de ces créances à la clôture de l'exercice.</p>	<p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <p>L'analyse de l'antériorité des créances clients notamment à travers l'exploitation de la balance âgée ;</p> <p>La vérification, sur la base d'entretiens avec la Direction, du caractère raisonnable des données sur lesquelles se fonde le provisionnement des créances clients ;</p> <p>La réalisation de tests, sur la base d'un échantillon, des créances clients pour statuer sur l'antériorité de ces créances ;</p> <p>L'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues ;</p> <p>La revue du sort et de l'avancement des procédures litigieuses ou contentieuses relatives à des créances impayées.</p>

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de de synthèse consolidés conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états de synthèse consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états de synthèse consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 18 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
 Membre Réseau Grant Thornton
 International
 7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
 Tél : 05 22 54 08 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faiçal MEKOUAR
 Associé

AUDICIS
 Audit et Conseil des Structures
 Audicis sari
 Bd. Ibnou Sina
 Lot. Legechamp
 No. 10 Hay Hassani
 Casablanca

Mohammed BOUMESMAR
 Associé



GROUPE TGCC

***ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024***

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (en milliers de dirhams)	31/12/2024	31/12/2023
Chiffre d'affaires	7 596 821	6 865 942
Autres produits d'exploitation	457 754	416 521
Reprise d'exploitation	15 899	4 928
PRODUIT D'EXPLOITATION	8 070 475	7 287 391
Coût des biens et services vendus	5 444 131	5 123 142
Autres charges externes	337 867	303 617
Impôts et taxes	10 265	21 330
Charges de personnel	1 077 703	1 003 582
Autres charges d'exploitation	7 716	16 506
CHARGES D'EXPLOITATION	6 877 681	6 468 178
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT AMORTISSEMENT	1 192 794	819 213
Dotations d'exploitation (hors écarts d'acquisition)	279 310	237 726
RESULTAT OPERATIONNEL	913 484	581 487
Produit financiers	5 735	3 236
Charges financiers	84 960	72 041
Autres charges et produit non courants	-80 767	-14 465
RESULTAT AVANT IMPOT	753 492	498 218
QP résultat sociétés mises en équivalence	0	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	3 414	3 414
Impôt sur les résultats	-210 298	-129 480
Impôt différés	-12 499	1 153
Résultat Net	527 281	366 478
Dont part du groupe	521 810	362 576
Dont part minoritaire	5 472	3 903
Résultat par action	16,5	11,5

BILAN

Bilan Consolidé		
(en milliers de dirhams)		
ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
Ecart d'acquisition	12 842	16 256
Immobilisations en non-valeur	0	0
Immobilisations incorporelles	1 244	1 684
Immobilisations corporelles	715 421	652 379
Immobilisations financières	10 358	21 293
Titres mis en équivalence	0	0
Impôt différés Actif	0	0
ACTIF IMMOBILISE	739 865	691 612
Stocks	1 736 655	1 295 320
Clients et comptes rattachés	3 961 594	3 270 603
Autres débiteurs	1 414 277	1 380 758
Autres comptes d'actifs et de régularisation	58 681	86 289
Titres de placement	120 945	12 088
ACTIF D'EXPLOITATION	7 292 152	6 045 057
Trésorerie	621 723	199 096
TRESORERIE	621 723	199 096
TOTAL ACTIF	8 653 740	6 935 765
PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Capital social	316 399	316 399
Primes liées au capital	481 717	481 717
Réserves consolidées	441 293	317 489
Résultat consolidé	521 810	362 576
Capitaux Propres Part Groupe	1 761 218	1 478 181
Réserves minoritaires	862	-108
Résultat minoritaires	5 472	3 903
Parts minoritaires	6 334	3 795
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 767 552	1 481 976
Provisions pour risques et charges durables	977	730
Dettes et emprunts	807 838	347 842
DETTES ET EMPRUNTS	808 814	348 571
Fournisseurs et comptes rattachés	3 589 284	2 879 712
Autres créanciers	1 809 840	1 294 667
Autres dettes du passif circulant	32 003	41 036
Impôt différés	38 320	25 746
PASSIF CIRCULANT	5 469 446	4 241 162
Trésorerie	607 927	864 056
TRESORERIE	607 927	864 056
TOTAL PASSIF	8 653 740	6 935 765

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

en MAD	Capital	Primes	Réserves groupe	Résultat	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres - part revenant aux intérêts non contrôlés	Total Capitaux propres
au 31/12/2023	316 399	481 717	317 489	362 576	1 478 181	3 795	1 481 976
Résultat de l'exercice				521 810	521 810	5 472	527 281
Résultat global				884 386	1 999 990	9 267	2 009 257
Distribution			(237 299)		(237 299)	(3 001)	(240 300)
Affectation du résultat de l'exercice			362 576	(362 576)	-	-	-
Entrée périmètre			-		-	-	-
Variation de périmètre							
Changement de méthode comptable					-		-
Augmentation de capital	-	-	-		-	-	-
Autres variations (1)			262	-	262	66	328
Ecart de conversion			(1 735)		(1 735)	3	(1 732)
au 31/12/2024	316 399	481 717	441 293	521 810	1 761 218	6 334	1 767 552

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (en milliers de Dirhams)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net des sociétés intégrées	527 281	366 479
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>	0	0
Dotations Nettes aux Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	158 100	134 710
Dotations Nettes aux provisions durables pour risques et charges	1 007	8 864
Dotations Nettes aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0
Variation des impôts différés	12 499	-923
VNC des éléments d'actifs cédés	59 560	32 762
Prix de cession des immobilisations	-61 584	-37 811
Bénéfice opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	696 863	504 081
Variation des créances de l'actif circulant	-680 142	-1 054 874
Variation des stocks nets	-442 623	-382 644
Variation des dettes du passif circulant	1 189 965	1 181 930
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	67 200	-255 588
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	764 063	248 492
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-862	-1 428
Acquisition d'immobilisations corporelles	-141 961	-181 222
Acquisition d'immobilisations financières	-9 262	-35 270
Cession d'immobilisations financières	16 146	1 087
Prix de cession des immobilisations	61 584	37 811
Incidence des variations de périmètre	0	-100
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-74 355	-179 123
Augmentation de capital	0	0
Réduction du capital	0	0
Souscription/Remboursement d'emprunts	-138 079	-78 141
Dividendes versés	-240 300	-192 880
Augmentation des dettes de financement	463 781	-2 850
Variation des concours bancaires	123 394	-786
FLUX DE TRESORERIE NET UTILISES DANS LES ACTIVITES DE FINANCEMENT	208 796	-274 658
VARIATION NETTE DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	898 504	-205 288
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	-416 263	-210 662
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	483 209	-416 263
INCIDENCE DES VARIATIONS DES MONNAIES ETRANGERES	968	-312

Note 1. Description de l'Activité :

Acteur global dans les travaux industriels publics et du bâtiment, la société TGCC (Travaux Généraux de Construction de Casablanca) construit depuis plus de 30 ans des ouvrages dans plusieurs secteurs: résidentiel, hôtelier, commercial, culturel, sportif, industriel ou encore administratif.

La société a pour activité :

- La conception et la réalisation de tous travaux de bâtiment et de génie civil ainsi que de toute activité annexe ;
- L'exécution soit directement soit indirectement de tous travaux relevant du domaine de la construction et de l'aménagement mobilier ;
- L'acquisition, la vente de biens immeubles ainsi que de toute opération entrant dans le cadre de la promotion immobilière ;
- La prise de participation par voie de droit dans des sociétés existantes ou en formation ayant un objet similaire ou connexe ;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement.

Note 2. Évènements Significatifs Intervenues au cours de l'exercice 2024 :

L'année 2024 a été marquée par la création de de trois nouvelles filiales TGCC STEEL, TG STONE et TGCC Arabie Saoudite détenue à 100% par TGCC SA.

L'objet social principal de TG STEEL est :

- Conception, études, fabrication et installation de charpentes métalliques ;
- Réalisation de tous travaux de constructions, de montage, de maintenance métalliques ou tout corps d'Etat lié

L'objet social principal de de TG STONE est :

- L'exploitation de toutes carrières de tous matériaux
- La recherche, l'étude, l'obtention, l'acquisition de toutes autorisations d'exploitation de carrière

L'année 2024 s'est distinguée par une croissance solide se traduisant par :

- Evolution significative du produit d'exploitation consolidé hors reprises de provisions qui atteint 8 054 576 KMAD, soit une hausse de 11%;
- Le résultat consolidé du groupe a connu une augmentation de KMAD 159 234 pour passer de 362 576 KMAD en 2023 à 521 810 KMAD en 2024 ;

Note 3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation.

3.1. Référentiel comptable

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2024 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés. Ces comptes ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc présentés au niveau de la Méthodologie Relative aux Comptes Consolidés établis par le conseil National de la Comptabilité en se référant à l'avis N°5.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont décrites ci-après :

3.2. Modalités de consolidation

3.2.1 Filiales & Participations :

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit de la désignation, pendant deux exercices successifs, de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise ; l'entreprise consolidante est présumée avoir effectué cette désignation lorsqu'elle a disposé, au cours de cette période, directement ou indirectement, d'une fraction supérieure à quarante pourcent des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détenait directement ou indirectement, une fraction supérieure à la sienne ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, lorsque le droit applicable le permet et que l'entreprise dominante est actionnaire ou associée de cette entreprise.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient plus de 20% des droits de vote.

3.2.2 Exclusions du périmètre de consolidation :

Les participations dont l'importance rapportée aux comptes consolidés n'est pas significative, ne sont pas consolidées et sont comptabilisées selon la méthode du coût historique. C'est le cas en l'occurrence des sociétés PLATINIUM POWER et TGCC Arabie Saoudite ?

3.2.3 Écarts d'acquisition :

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins-values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur la durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées.

S'ils sont négatifs, ils sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique « Provision sur écarts d'acquisition » et repris en résultat sur une durée ne dépassant pas dix ans. Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

3.2.4 Retraitements de consolidation :

Les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés, dans leur totalité entre les sociétés consolidées par intégration globale, et dans la limite du pourcentage d'intégration de l'entreprise contrôlée conjointement entre une société consolidée par intégration globale et une société consolidée par intégration proportionnelle.

Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...). Les résultats internes provenant d'opérations réalisées avec les entreprises mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage de participation détenu par le Groupe dans le capital de ces entreprises.

3.2.5 Date de clôture :

Le Groupe TGCC ainsi que ses filiales et participations clôturent au 31 décembre.

3.3. Méthodes et règles d'évaluation

(a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

(b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, diminué des amortissements et des pertes de valeur éventuellement constatées.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les filiales utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les principales catégories d'immobilisations sont amorties selon les durées de vie suivantes :

Nature des immobilisations	Durée de vie	Taux de l'amortissement
Construction	20 ans	5%
Mobilier de bureau	10 ans	10%
Matériel de bureau	10 ans	10%
Matériel informatique	5 ans	20%
Matériel et outillage	10 ans	10%
Agencement et installation	10 ans	10%
Matériel de transport	5 ans	20%

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les opérations de crédit-bail sont retraitées comme des acquisitions d'immobilisations lorsqu'elles sont significatives. Les plus-values de cession intragroupe sont annulées lorsqu'elles sont significatives.

(c) Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

Les plus-values de cession intragroupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

(d) Stocks

Les stocks sont enregistrés à leur coût d'acquisition pour les biens acquis à titre onéreux, et à leur coût de production pour les biens produits par l'entreprise.

Ils se composent principalement de matières et fournitures consommables, généralement évaluées au CMUP et de produits en cours et finis évalués au coût de production.

Les provisions pour dépréciation des stocks sont constituées le cas échéant pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

Les stocks de travaux en cours sont évalués sur la base de projets de décomptes établis à la clôture de l'exercice avec une neutralisation de la marge réelle de chaque chantier.

La couverture du risque de dépréciation de ces stocks implique le recours au jugement de la direction en matière d'identification des projets constituant des risques de pertes actuelles ou prévisibles.

(e) Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances ainsi que les dettes libellées en monnaies étrangères sont enregistrées au courant de l'exercice sur la base du cours de change à la date de transaction.

A la clôture de l'exercice, elles sont réévaluées dans les comptes sociaux sur la base du cours de change à cette date, les pertes de change latentes donnent lieu à constatation d'une provision. Les gains latents de change sont constatés en écart de conversion passif.

Les écarts de conversion actifs et passifs sont constatés au compte de produits et charges dans les comptes consolidés.

Une provision pour dépréciation des créances est constatée dès l'apparition d'un risque de non recouvrement.

La couverture du risque de perte sur les créances anciennes implique le recours au jugement de la Direction en matière d'identification des créances présentant des indices de défaut ainsi que l'évaluation du montant des provisions à comptabiliser.

(f) Retraitement des impôts

Le Groupe TGCC comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan.

Les taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour l'évaluation des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui seront applicables lorsque la différence future se réalisera.

Les actifs nets d'impôts relatifs aux différences temporaires et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs suffisants pour absorber ces actifs d'impôts.

Note 4. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 :

Le Groupe compte au 31 décembre 2024 quinze (15) sociétés ayant fait l'objet d'une intégration globale et une société une intégration proportionnelle

La liste de ces sociétés est donnée ci-après:

Société	31-déc-24			31-déc-23		
	% Intérêt	% Contrôle	Méthode de consolidation	% Intérêt	% Contrôle	Méthode de consolidation
TGCC	100	100	Mère	100	100	Mère
TGCI SARL	100	100	Globale	100	100	Globale
T2G GABON	80	80	Globale	80	80	Globale
EMENE PREFA	100	100	Globale	100	100	Globale
TGCC COTE D'IVOIRE	100	100	Globale	100	100	Globale
ARTE LIGNUM	90	90	Globale	90	90	Globale
TGCC SENEGAL	100	100	Globale	100	100	Globale
BESIX-TGCC	45	45	Proportionnelle	45	45	Proportionnelle
OXY REVET	100	100	Globale	100	100	Globale
INFINITE	80	80	Globale	80	80	Globale
PLATINIUM POWER	5	5	Non Consolidée	5	5	Non Consolidée
TGEM	100	100	Globale	100	100	Globale
TGCC GUINEE	100	100	Globale	100	100	Globale
TGCC DEVELOPPEMENT	100	100	Globale	100	100	Globale
DECO EXCELL	100	100	Globale	100	100	Globale
TG STEEL	100	100	Globale	-	-	-
TG STONE	100	100	Globale	-	-	-
TGCC ARABIE SAOUDITE	100	100	Non Consolidée	-	-	-

Le périmètre de l'exercice 2024 a connu l'entrée de TG STEEL et TG STONE à 100%.

Les cas d'exclusion du périmètre sont indiqués dans le paragraphe 3.2 « Modalités de Consolidation » de la Note 3.

Note 5. Comparabilité des comptes

L'exercice 2024 n'a pas connu de changement de méthodes comptables ou de méthodes de consolidation susceptibles d'altérer la comparabilité des comptes par rapport à l'exercice précédent.

Note 6. Informations sectorielles :

Le premier niveau d'information sectorielle retenu par le Groupe TGCC est le secteur d'activité. Le second est le secteur géographique.

6.1. Premier niveau d'information sectorielle : Secteurs d'activités

- Activité 1 : Travaux publics et du bâtiment

- Activité 2 : Fabrication de matériaux de construction
- Activité 3 : Sous-Traitance des lots SO

6.2. Deuxième niveau d'information sectorielle : Secteurs géographiques

- Secteur géographique 1 : Maroc
- Secteur géographique 2 : Côte d'Ivoire
- Secteur géographique 3 : Gabon
- Secteur géographique 4 : Sénégal

Les produits des activités ordinaires du Groupe TGCC se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers de dirhams</i>	Chiffre d'affaires par activité			
	31-déc-24		31-déc-23	
	Montant	%	Montant	%
Travaux publics et du bâtiment	7 542 000	97,69%	6 807 799	98,77%
Fabrication de matériaux de construction	6 895	0,22%	2 084	0,16%
Sous-Traitance des lots SO	47 927	2,09%	56 058	1,07%
Total	7 596 821	100%	6 865 942	100%

Les produits par zone géographique du Groupe TGCC se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers de dirhams</i>	Chiffre d'affaires par pays			
	31-déc-24		31-déc-23	
	Montant	%	Montant	%
Maroc	7 239 761	95,30%	6 342 897	92,87%
Côte d'Ivoire	196 710	2,59%	405 663	6,53%
Sénégal	37 637	0,50%	61 958	0,59%
Gabon	0	0,00%	0	0,00%
Guinée	122 713	1,62%	55 423	0,00%
Total	7 596 821	100%	6 865 942	100%

Note 7. Achats & Autres Charges d'Exploitation :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Marchandises et matières consommées	5 444 131	5 123 142	320 989
Achat de matières premières	1 273 743	1 217 901	55 842
Variation des stocks de matières premières	- 8 082	- 5 938	2 144
Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages	149 192	211 761	- 62 569
Achats non stockés de matières et de fournitures	124 263	142 112	- 17 849
Achats de travaux, études et prestations de services	3 905 014	3 556 936	348 078
Reste du poste	1	370	- 369
Autres charges externes	348 132	324 947	23 184
Locations et charges locatives	101 615	107 893	- 6 278
Entretien et réparations	35 220	35 866	- 646
Primes d'assurances	27 531	19 956	7 575
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	56 730	44 845	11 885
Redevances pour brevets, marques, droits.....	1 335	2 210	- 875
Transports	37 630	32 083	5 547
Déplacements, missions et réceptions	26 488	23 784	2 704
Reste du poste des autres charges externes*	61 582	58 310	3 272
Achats & Autres charges externes	5 792 262	5 448 089	344 173
Autres charges d'exploitation	7 716	16 506	- 8 790
Autres charges d'exploitation	7 716	16 506	- 8 790
Achats & Autres charges d'exploitation	5 799 978	5 464 595	335 383

*y compris Impôts et Taxes

Note 8. Charges de personnel :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Rémunération du personnel	872 472	810 048	62 424
Charges sociales	188 269	177 750	10 519
Charges sociales diverses	16 962	15 784	1 177
Charges du personnel	1 077 703	1 003 582	74 120

Note 9. Dotations et reprises d'Exploitation :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Dotations aux amortissements immobilisations incorporelles	647	372	276
Dotations aux amortissements immobilisations corporelles	154 450	130 924	23 526
Dotations aux provisions : actif circulant et Risques & charges	124 212	105 866	18 346
Dotations d'exploitation aux provisions pour Risques & charges	11 987	11 261	726
Dotations d'exploitation pour dépréciation de l'actif circulant	112 225	94 605	17 621
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	3 414	3 414	0
Dotations d'exploitation	282 724	240 576	60 494

Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Reprises sur provisions : immobilisations	457	0	457
Reprises sur provisions : actif circulant et Risques & charges	15 442	4 928	10 515
Reprises sur provisions pour Risques & charges	11 590	2 613	8 977
Reprise sur provisions des stocks MP et marchandises	0	375	-375
Reprise sur provisions pour dépréciation de l'actif circulant	3 852	1 939	1 913
Reprises d'exploitation	15 899	4 928	10 972

Note 10. Résultat Financier :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Produits Financiers	5 735	3 236	2 499
Gains de change	2 033	1 938	95
Autres produits financiers	3 344	1 294	2 049
Reprises financières	359	4	355
Charges Financières	84 960	72 041	12 920
Charges d'intérêts	76 892	63 901	12 991
Pertes de change	7 322	8 137	- 815
DAP pour dépréciation des immobilisations financières	747	3	744
Résultat Financier	-79 225	-68 804	-10 421

Note 11. Résultat Non Courant :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Produits non courants	63 768	46 536	17 232

Produits des cessions d'immobilisations	61 584	37 811	23 773
Autres produits non courants	2 184	8 725	-6 541
Charges non courantes	144 535	61 000	83 535
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	57 082	32 750	24 332
Autres charges non courantes	87 453	28 250	59 203
Résultat non courant	-80 767	-14 465	-66 303

Note 12. Impôts

12.1. Charge d'impôt reconnue en compte de résultat :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt Courant	210 298	129 480
Charge/produit d'Impôts différés	12 499	-1 153
Total	222 797	128 326

12.2. Impôts différés comptabilisés au bilan :

Les impôts différés au bilan se décomposent comme suit :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Impôts différés Actif	0	0
Impôts différés Passif	38 320	25 746
Total	38 320	25 746

Note 13. Résultat par action :

Le calcul du résultat par action est obtenu à partir des données suivantes :

	31/12/2024	31/12/2023
Nombre total d'actions	31 639 850	31 639 850
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base par action	31 639 850	31 639 850

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part Groupe en KMAD	521 810	362 576
Résultat par action	16,49	11,46

Note 14. Immobilisations Incorporelles :

14.1. Immobilisations incorporelles nettes d'amortissements :

Libellé	Au 31/12/2024			Au 31/12/2023		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Immobilisations incorporelles	9 046	-7 802	1 244	9 144	-7 460	1 684
Brevets, marques, droits & valeurs similaires	9 046	-7 802	1 244	9 144	-7 460	1 684
Fonds commercial	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0

14.2. Variation des immobilisations incorporelles (valeurs brutes) :

Libellé	Solde au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Transfert	Solde au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	9 144	32	0	0	9 046
Brevets, marques, droits & valeurs similaires	9 144	32	-130	0	9 046
Fonds commercial	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0

Note 15. Immobilisations corporelles

15.1. Immobilisations corporelles nettes d'amortissements :

Libellé	31/12/2024			31/12/2023		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Immobilisations Corporelles	1 588 127	872 706	715 421	1 413 128	760 748	652 379
Immo. corp. en pleine propriété	714 109	443 002	271 107	674 409	403 655	270 753
Terrains	1 690	0	1 690	1 690	0	1 690
Constructions	25 925	6 180	19 745	11 258	4 834	6 424
Install. techniques, matériels et outillages	548 129	377 207	170 923	563 508	342 182	221 326
Autres immobilisations corporelles	137 536	59 616	77 920	92 293	56 639	35 653
Immobilisations corporelles en cours	830	-	830	5660	0	5660
Immo. corp. en crédit bail	874 017	429 704	444 313	738 719	357 093	381 626
Terrains Crédit bail	21 239	0	21 239	21 239	0	21 239
Constructions crédit bail	24 738	14 858	9 879	24 738	13 621	11 116
Install. techniques, mat. et outillages	666 784	304 192	362 592	515 612	129 483	386 129
Autres immobilisations corporelles	161 257	110 654	50 603	177 130	213 989	-36 858

15.2. Variation des immobilisations corporelles (valeurs brutes) :

Libellé	Solde au 31/12/2023	Augmentat°	Diminu°	Entrée du périmètre	Variations des cours de change	Reclassements et mises au rebut	Mouvmnt de cpte à cpte	Solde au 31/12/2024
Immobilisations corporelles	1 413 128	277 259	100 152	-	-	3 378	-	1 588 127
Immo. corp. en pleine propriété	674 409	141 961	100 152	-	-	3 378	-	714 109
Terrains	1 690	-	-	-	-	-	-	1 690
Constructions	11 258	1 109	1 072	-	-	-	-	25 925
Install. techniques, matériels et outillages	563 508	111 533	86 854	-	2 312	-	-	548 129
Autres immobilisations corporelles	92 293	20 349	12 226	-	1 066	-	440	137 536
Immobilisations corporelles en cours	5 660	8 969	-	-	-	-	14 629	830
Immo. corp. crédit bail	738 719	135 298	-	-	-	-	-	874 017
Terrains Crédit bail	21 239	-	-	-	-	-	-	21 239
Constructions crédit bail	24 738	-	-	-	-	-	-	24 738
Install. techniques, mat. et outillages	515 612	113 426	-	-	-	-	37 746	666 784
Autres immobilisations corporelles	177 130	21 873	-	-	-	-	37 746	161 257

Note 16. Immobilisations financières :

Libellé	Solde au 31/12/2024			Solde au 31/12/2023		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Immobilisations financières	63 158	52 800	10 358	74 093	52 800	21 293
Prêts immobilisés	228	-	228	230	-	230
Autres créances financières	12 930	2 800	10 130	23 864	2 800	21 064
Titres de participation	50 000	50 000	-	50 000	50 000	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-

Note 17. Stocks :

Libellé	Solde au 31/12/2023			Solde au 31/12/2024		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Stocks bruts	1 295 320	-	1 295 320	1 736 655	-	1 736 655
Matières et fournitures consommables	191 169	-	191 169	198 251	-	198 251
Produits en cours	1 103 259	-	1 103 259	1 537 483	-	1 537 483
Produits finis	892	-	892	921	-	921

Note 18. Créances de l'actif circulant :

Libellé	Solde au 31/12/2023			Solde au 31/12/2024		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Créances d'exploitation brutes	4 977 872	240 222	4 737 650	5 783 478	348 926	5 434 552
Fournisseurs débiteurs	634 177	-	634 177	574 834	-	574 834
Clients et comptes rattachés	3 509 544	238 941	3 270 603	4 309 256	347 662	3 961 594
Personnel : autres	1 291	-	1 291	1 634	-	1 634
Etat	730 964	-	730 964	822 105	-	822 105
Autres débiteurs	15 607	1 281	14 326	16 967	1 263	15 703
Ecart de conversion Actif	2	-	2	289	-	289
Comptes de régularisation actif	86 286	-	86 286	58 393	-	58 393

Note 19. Emprunts et dettes financières :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Total dettes financières	807 838	347 841
Emprunts obligataires	450 000	0
Dettes liées aux contrats de crédit-bail	308 160	265 687
Compte Courant Associé Bloqué	0	-1
Emprunts auprès des établissements de crédit	49 678	82 154

Note 20. Dettes du passif circulant :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Dettes du passif circulant	5 469 447	4 241 161	1 228 286
Fournisseurs et comptes rattachés	3 589 284	2 879 712	709 572
Clients Crédeurs avances et acomptes	1 176 044	874 949	301 095
Personnel crédeur	68 894	34 747	34 147
Organismes sociaux	26 998	25 627	1 371
Etat	535 268	362 433	172 835
Comptes d'associés - crédeurs	870	4 415	-3 545
Autres créanciers	40 085	18 242	21 843
Comptes de régularisation Passif	20 566	30 530	-9 964
Ecart de conversion- passif	206	0	206
Autres provisions pour risques et charges	11 232	10 506	726

Note 21. Evènements postérieurs à la clôture :

Néant.